Après des mois de mobilisations à la météo – où en sommes-nous ?
Communiqué de l'intersyndicale CGT – FO – SOLIDAIRES

Depuis le mois de mai et la présentation par la direction générale des projets de restructuration face aux météos, des mobilisations tous azimuts ont été organisées au sein de Météo-France : report de formations, boycott d'instances de concertation, journées de grève, rassemblements, réunions techniques spécifiques dans les services de prévision, pétitions, interviews dans des médias locaux et nationaux, audiences ministérielles, interpellations au conseil d'administration…

Pour quels résultats ?

Concernant les services de prévision, la direction générale semble revoir son projet d'automatisation à marche forcée : demande d'une analyse des risques du projet, étude d'un outil pour « exercer l'expertise amont de la prévision », concertation auprès de groupes d'utilisateurs.
De son côté, le conseiller social du ministère s'est engagé à défendre auprès de S. Royal la révision de la trajectoire des effectifs de Météo-France, le report de la signature du prochain contrat d'objectifs ainsi qu'une étude sur les bénéfices socio-économiques apportés par Météo-France.

Ces annonces vont dans le bon sens, **mais elles ne sont pour l'instant pas confirmées.**
Pas de réponse de surcroît sur les recrutements, le budget, le maintien des implantations, les conditions de travail.
Le projet de contrat d'objectifs 2017-2021 n'est pas à la hauteur des enjeux environnementaux défendus par la France lors de la COP21.

L'intersyndicale renouvelle donc sa demande d'audience auprès de Ségolène Royal.

Des assemblées générales seront également organisées dans tous les services de Météo-France durant la semaine du 12 au 16 septembre pour :
- faire le point sur les informations en provenance de la direction comme du ministère
- discuter de la poursuite des mobilisations
- décider de nouvelles actions

D'ici là, le préavis de grève national ne sera pas prolongé. En cas de besoin, des préavis de grève locaux pourront toutefois être émis. Pour cela, vous pouvez contacter l'intersyndicale.

Durant tout l'été, l'intersyndicale préparera de nouveaux moyens d'action pour la rentrée comme la mise en forme d'un dossier de presse ou de nouvelles sollicitations aux commissions du développement durable de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

Chacun-e peut également faire remonter des exemples de dysfonctionnements liés aux sous-effectifs, aux externalisations, aux fermetures de centres, aux baisses de budget… Autant d'arguments à faire valoir auprès de nos interlocuteurs.

Continuez enfin à signer et à faire signer la pétition en ligne :
https://www.change.org/p/minist%C3%A8re-du-d%C3%A9veloppement-durable-m%C3%A9t%C3%A9o-france-aussi-vaut-mieux-que-%C3%A7a